



Berne, juillet 2006

« Health claims » : allégations nutritionnelles et allégations de santé concernant les denrées alimentaires

En mai 2006, le Parlement européen a approuvé la proposition de règlement concernant les allégations nutritionnelles et de santé portant sur les denrées alimentaires. Fruit des négociations avec la Commission européenne et les Etats membres, ce texte devrait entrer en vigueur l'automne prochain. Quelles seront les conséquences pour la Suisse ? Que faudra-t-il adapter dans la législation pour continuer à garantir le libre-échange et faire profiter les consommateurs de ces nouveautés ?

Informations aux consommateurs et protection contre la tromperie

Il est évident que l'alimentation et la santé sont étroitement liées. Les consommateurs qui en sont conscients font attention à ce qu'ils achètent et à ce qu'ils mangent. Un intérêt auquel l'industrie alimentaire répond en détaillant l'étiquetage nutritionnel et en mettant en avant les effets bénéfiques des produits. Si la Suisse, contrairement à l'Union européenne, a déjà pris des dispositions réglant les allégations nutritionnelles, elle n'a que partiellement légiféré concernant les allégations de santé. Dans ces deux domaines, le nouveau règlement communautaire devrait donc améliorer la sécurité juridique. Son objectif : faire en sorte que les consommateurs reçoivent des informations fiables et éviter toute tromperie. A cet effet, il fixe les conditions d'utilisation des allégations nutritionnelles et des allégations de santé, soumises à une évaluation scientifique fondée sur le profil nutritionnel des denrées alimentaires.

Allégations nutritionnelles

L'utilisation d'allégations nutritionnelles telles que *faible valeur énergétique, valeur énergétique réduite, sans sucres, pauvre en sel, sans sel, riche en fibres, pauvre/riche en protéines, exempt de gluten et exempt de lactose* – définie dans une annexe au règlement européen susmentionné – est réglée en Suisse dans l'ordonnance sur les aliments spéciaux (RS 817.022.104). Quant aux conditions relatives à l'adjonction de vitamines et de sels minéraux, elles figurent dans l'ordonnance sur l'addition de substances essentielles ou physiologiquement utiles aux denrées alimentaires (RS 817.022.032).

Au niveau des allégations nutritionnelles, la Confédération a édicté depuis longtemps des prescriptions qui ne diffèrent guère de celles prévues par le droit européen. Il n'y a donc pas d'urgence à adapter la législation. L'OFSP prévoit néanmoins de réviser ces dispositions l'année prochaine, de les compléter si nécessaire et de réunir toutes les conditions fixées dans une annexe à l'ordonnance sur l'étiquetage et la publicité des denrées alimentaires (RS 817.022.21).

Allégations de santé

Les allégations relatives à la santé décrivent les effets sur le corps d'une denrée alimentaire ou de l'un de ses composants. Bon nombre d'entre elles concernant des nutriments sont incontestées (exemple : « *Le calcium est nécessaire à une ossature et une dentition saines.* »). En Suisse, un groupe de travail mandaté par l'OFSP a établi une liste des mentions autorisées pour les vitamines et les sels minéraux. A l'échelon européen, une telle liste doit également être publiée en application du nouveau règlement. Dès qu'elle sera entrée en vigueur, l'OFSP adaptera la liste helvétique, ce qui permettra de garantir aux

Renseignements

Office fédéral de la santé publique, unité de direction Protection des consommateurs, section Denrées alimentaires et objets usuels

Tél. +41 (0)31 322 95 87, www.bag.admin.ch

Juillet 2006



consommateurs de notre pays l'accès aux mêmes informations que les citoyens et citoyennes de l'UE, tout en évitant des entraves commerciales à l'importation et à l'exportation de ces produits. En vertu du règlement susmentionné, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) dressera par ailleurs une liste positive des allégations admises et scientifiquement contrôlées portant sur des propriétés de produits susceptibles de contribuer à réduire le risque de maladie. Dans l'UE, ces mentions seront désormais soumises à autorisation. En Suisse, ce type de produits peuvent être autorisés à l'heure actuelle comme aliments spéciaux nouveaux. Afin d'harmoniser rapidement la situation, il est prévu d'adapter, dans ce domaine comme dans d'autres, la législation sur les denrées alimentaires à l'évolution du droit européen.

Contact

E. Nellen-Regli, elisabeth.nellen@bag.admin.ch, tél. : 031 322 95 87

Liens

CE – Règlement concernant les allégations nutritionnelles et de santé portant sur les denrées alimentaires

http://ec.europa.eu/prelex/detail_dossier_real.cfm?CL=fr&DosId=184390

Bases légales en Suisse

<http://www.admin.ch/ch/f/rs/81.html#817>

Renseignements

Office fédéral de la santé publique, unité de direction Protection des consommateurs, section Denrées alimentaires et objets usuels
Tél. +41 (0)31 322 95 87, www.bag.admin.ch
Juillet 2006